

-----  
CABINET *Yp*  
-----

CIRCULAIRE N° 00081 MID-CAB

Le ministre de l'intérieur  
et de la décentralisation

A Messieurs :

- les préfets de département ;
- les présidents des conseils départementaux  
et municipaux

Objet : Instructions relatives à la gestion  
des collectivités locales en 2014

En prévision de la fin des mandats des conseillers départementaux et municipaux, je vous avais donné des instructions par circulaire n°00278/MID/CAB du 17 juillet 2013 relative à la gestion des collectivités locales jusqu'aux prochaines élections.

Dans cette circulaire, j'indiquais en substance que les bureaux exécutifs des conseils restent en fonction conformément à la loi n°7-2003 du 6 février 2003 portant organisation et fonctionnement des collectivités locales qui dispose en son article 7, alinéa 2, que « la durée du mandat des membres de l'autorité exécutive est de cinq ans. Toutefois, le bureau du conseil doit rester en fonction pour assurer la continuité institutionnelle jusqu'aux nouvelles élections ».

Par la présente, je voudrais réaffirmer l'actualité des termes de ma circulaire ci-dessus rappelée, notamment en ce qui concerne le caractère exceptionnel et provisoire de la gestion du bureau exécutif, dont les pouvoirs sont limités aux actes d'administration courante et urgente.

A cela s'ajoute des mesures particulières liées au contexte de l'année 2014, dont vous trouverez ci-dessous le contenu.

## 1. Du budget local

Au moment où les conseillers locaux arrivaient au terme de leur mandat, un budget adopté par le conseil était en cours d'exécution. C'est pourquoi la notion d'« affaires courantes » incluait l'ensemble des projets d'investissement figurant au budget de l'exercice 2013.

Or, les élections locales n'ayant pas été organisées en 2013, l'on se retrouve en 2014 dans une situation particulière où il n'y a pas d'organe délibérant pour adopter le budget 2014.

Le budget de chaque département et commune pour l'exercice 2014, sera voté par le prochain conseil élu.

Ainsi, en attendant cette échéance, le bureau exécutif assurant la continuité institutionnelle n'est autorisé à exécuter en 2014 que les dépenses de fonctionnement courant figurant dans la catégorie des dépenses obligatoires.

Dans ces conditions, conformément à l'article 38, alinéa 2, de la loi 30-2003 du 20 octobre 2003 portant institution du régime financier des collectivités locales, les crédits dont la collectivité locale peut disposer au cours d'un mois sont, à chaque article, limités au douzième provisoire des prévisions de l'exercice 2013.

Cependant, les dépenses de personnel peuvent à titre exceptionnel être imputées au-delà des crédits ouverts en 2013, en tenant compte des mesures prises en faveur des travailleurs.

En conséquence, tous les projets d'investissement de l'exercice 2013 qui n'ont pas été achevés sont provisoirement arrêtés et ne pourront être financés à nouveau que dans le cadre du budget 2014 adopté par le conseil issu des futures élections locales.

Le reliquat des subventions de l'Etat aux conseils au titre de l'année 2013 sera reporté au budget 2014 comme recette d'investissement sur la ligne : « 12.1 : résultat de l'exercice précédent ».